



Quelles contributions non financières au développement les entreprises font-elles à leurs pays d'accueil ? Théoriquement, l'investissement direct entraîne des effets à long terme sur le développement, via la formation, le transfert de technologies, la création de richesse, etc. Toutefois, dans la course à l'attraction de l'investissement, spécialement de l'IDE, on risque de perdre les impacts bénéfiques sur la promotion du développement. Ces gains ne sont de toute façon pas automatiques, comme en témoigne l'existence de nombreuses directives volontaires pour la gouvernance et la responsabilité sociale des entreprises.

Les données des pays cherchent à établir si les entreprises possèdent des programmes ou des objectifs en vue de promouvoir le développement au profit des travailleurs, de leurs familles et de la communauté au sens large en matière de main-d'œuvre (ex. formation, promotion de ressortissants nationaux au lieu d'expatriés, encouragement de l'équilibre entre sexes), d'éducation et de santé ; si elles contribuent au développement d'infrastructures qui bénéficient à la communauté au sens large, et si elles cherchent à minimiser les effets de la dégradation environnementale. D'autres questions abordent le degré de réalisation de ces objectifs par les entreprises.

Les organisations internationales ont établi des codes volontaires pour le comportement des entreprises et pour la divulgation des impacts environnementaux et sociaux. Un grand nombre de réseaux et d'ONG effectuent le suivi du comportement des entreprises en matière de RSE. Les organisations de recherche mènent des études et fournissent de vastes ressources destinées à de futures recherches.

## Téléchargements

- [« Comment les pays doivent-ils analyser la responsabilité sociale des entreprises ? », Stratégies de financement du développement N° 28 \(pages 14-15\)](#)
- ["Responsabilité des entreprises", Crise financière mondiale et flux de capitaux privés vers les pays à faible revenu: quels enseignements en tirer ? Chapitre 5.5](#)

## Suivi et lobbying

- [Institut africain pour la citoyenneté d'entreprise](#)
- [Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'Homme](#)
- [Coalition pour la responsabilité des entreprises](#)

## Ressources et recherche

- [ELDIS – Responsabilité des entreprises](#)

## Principes et directives

- [Principes de l'Équateur pour l'industrie financière](#)
- [Global Reporting Initiative](#)
- [Directives de l'OCDE pour les entreprises multinationales](#)
- [ONU – Pacte mondial](#)